

QUAND SARKOLÈNE SÉGOZY...

L'UMP dans l'impasse

Depuis 4 ans, la majorité actuelle, menée par Raffarin ou Villepin, organise la libéralisation, la privatisation ainsi que de massives suppressions d'emplois dans les services publics, la casse du droit du travail et la remise en cause des conquêtes sociales (rebaptisées « privilèges » pour l'occasion). Sourde aux revendications, qu'elles émanent de la rue (retraites, etc.) ou même des urnes (le NON au Traité Constitutionnel Européen du 29 mai 2005), seule la trouille de perdre les prochaines présidentielles l'a contrainte à retirer le CPE, par un procédé grotesque. Concession d'autant plus dérisoire que toutes les autres mesures de la fameuse loi dite de l' « égalité des chances » sont passées comme une lettre à la poste. Pendant ce temps, le fossé se creuse entre précarisation des emplois les plus fragiles et sécurisation des privilèges des gros actionnaires. Sarkozy ne fera pas autre chose, sinon ajouter à tout cela un peu plus de populisme et de répression. Avec en prime l'accentuation des particularismes (notamment religieux) au sein de la société, afin de mieux la diviser.

Face à cela, le PS ne propose que du vent

L'embryon de programme décidé début juin n'est en fait qu'un amas de propositions incohérentes et sans consistance, censées contenter tous les chefs, et sur lequel le/la futur/e candidat/e pourra de toute façon s'asseoir allègrement. Que peut-on donc encore espérer des socialistes, surtout quand on sait que la gauche plurielle de Jospin valait bien la droite (privatisations de France Telecom, lois Chevènement, attaques populistes d'Allègre contre les profs, expulsion de sans-papiers, matraquage des chômeurs, réforme des retraites préparée à Barcelone avec Chirac en mars 2002...) ? Quant à Ségolène Royal, elle se distingue par une accumulation de propositions rétrogrades : encadrement militaire des « délinquants », mise sous tutelle des allocations familiales, etc. Toute l'ambition de cette ancienne ministre de Mitterrand et de Jospin est de battre la droite sur son propre terrain. Cela montre à quel point elle et son parti envisagent simplement de poursuivre le libéralisme autoritaire qui prévaut depuis plus de 20 ans.

ALORS SARKO OU SEGO, PEU IMPORTE, SORTONS-LES TOUS !

Faut-il alors céder aux sirènes de l'antilibéralisme ?

L'antilibéralisme voudrait remettre un papier peint tout neuf sur un mur déjà pourri. Une telle solution voudrait donner au capitalisme un visage plus humain, sans remettre en cause ses fondements même, à savoir l'opposition entre les gouvernants et les gouvernés, entre patrons et salariés. Mais c'est illusoire : comment financer des mesures d'urgence pour le droit au logement, à l'éducation, à la santé, l'accès à la culture pour tous, comment reconstruire l'espoir d'un avenir meilleur pour la jeunesse sans s'en prendre aux profits et au pouvoir des multinationales ? Les dirigeants de l'économie mondiale n'ont qu'un seul objectif : tirer un maximum de profit de l'exploitation du travail par un maximum de précarité et de pression sur les salariés. Tant que l'économie subira la dictature d'une poignée de nantis, aucune politique en faveur de la majorité ne pourra être menée de façon durable et réaliste.

Gouvernons-nous nous-mêmes ! Organisons-nous nous-mêmes !

Une véritable alternative sociale et politique passe par un renversement du système capitaliste, mettant à bas les rapports de domination qui lui sont inhérents. Il est donc illusoire de compter sur un quelconque candidat pour mettre en œuvre ces transformations. Seules les luttes, conduites sur le terrain par la majorité de la population mobilisée et organisée, permettront d'arriver à ces fins. Alors, partout où nous luttons, créons des réseaux anticapitalistes ou rejoignons ceux qui existent déjà.

Rezo-antiK. 19/06/06

« Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! »

antiK@nancy-luttes.net

<http://nancy-luttes.net/Rezo-antiK>